

## ATTESTATION D'AUTORISATION DE PÉNÉTRER SUR UN TERRAIN PRIVÉ

- ☐ Exempleaire occupant
- ☐ Exempleaire DDT / UTA de Montargis – Gien
- ☐ Exempleaire Mairie (si elle accompagne la DDT)

Je soussigné(s) :

occupant du terrain sis :

à 45

cadastré Section .....n° ....., sachant que je puis m'opposer à la visite de mon domicile, consens expressément à ce que

- ☐ Monsieur
- ☐ Monsieur
- ☐ Monsieur
- ☐ Monsieur
- ☐ Monsieur

agent(s) de la Direction Départementale des Territoires du Loiret à l'Unité Territoriale d'Aménagement de Montargis - Gien pénètre(nt) dans ma propriété accompagné(e) de Madame / Mademoiselle / Monsieur (rayer les mentions inutiles) :

et opère(nt) les constatations qu'il(s) jugera(ont) utiles.

Date et signature de l'occupant, précédées de la mention « *Lu et approuvé* ».

**NOTA : Je suis informé des dispositions des articles L 461-1 et L 480-12 du code de l'urbanisme.**

L'article L 461-1 du code de l'urbanisme dispose :

*« Le préfet et l'autorité compétente mentionnée aux articles L 422-1 à L 422-3 ou ses délégués, ainsi que les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé de l'urbanisme et assermentés, peuvent visiter les constructions en cours, procéder aux vérifications qu'ils jugent utiles et se faire communiquer tous documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments, en particulier ceux relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées quel que soit le type de handicap. Ce droit de visite et de communication peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant trois ans ».*

L'article L 480-12 du code de l'urbanisme dispose :

*« Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues aux articles 433-7 et 433-8 du code pénal, quiconque aura mis obstacle à l'exercice du droit de visite prévu à l'article L 461-1 sera puni d'une amende de 3750 euros. En outre un emprisonnement de un mois pourra être prononcé ».*